

Renseignor

le Renseignement ouvert par la radio

N° 1045 le 30 septembre 2018

Dans ce numéro

Trois hommes enlevés par des djihadistes présumés, dans le nord-ouest du Burkina Faso...

(Page 2)

Les rebelles islamistes ougandais des ADF multiplient les attaques en République démocratique du Congo...

(Page 3)

En Mauritanie, fermeture d'un centre d'enseignement théologique accusé d'être proche des Frères musulmans...

(Page 4)

Un groupe de jeunes musulmans continue de semer la terreur dans le nord du Mozambique...

(Page 5)

La suspension des exercices américano-sud-coréens aurait affaibli la posture militaire américaine...

(Page 7)

Le gouvernement américain approuve une importante vente d'armes à Taïwan...

(Page 8)

FORMULATION D'ARTICLE

– Les textes sont des relevés d'écoute de la radio ; la formulation est donc celle du média cité. Les titres, par contre, sont de notre rédaction.

Des membres d'équipage d'un navire suisse enlevés par des pirates au large du Nigeria...

Douze membres d'équipage d'un navire battant pavillon suisse ont été enlevés ce week-end au large du Nigeria. Selon le communiqué de l'armateur suisse rendu public hier, un groupe de pirates a réussi à monter sur le pont du *Glarus* en se servant de hautes échelles et ont coupé les barbelés de protection. Après avoir détruit une grande partie de l'équipement de communication sur le navire, le groupe est parti avec douze des dix-neuf membres d'équipage qu'ils ont pris en otages samedi, indique le texte. Patrick Adamson, porte-parole de Massoel Shipping, a expliqué qu'il s'agit de la deuxième attaque de cette envergure cette année dans le delta du Niger.

(La voix de l'Amérique, le 24-09-2018)

En Syrie, des systèmes russes de guerre électronique destinés à brouiller les satellites et les systèmes de radionavigation...

« Moscou a l'intention d'utiliser des systèmes de guerre électronique dans les zones riveraines de la mer Méditerranée pour paralyser tous les satellites de télécommunication, les systèmes de navigation et d'aviation de l'ennemi » selon le ministre russe de la Défense. Des sources proches du ministère russe de la Défense ont rapporté à *Izvestia* que des systèmes de guerre électronique étaient censés perturber les radars et les systèmes de télécommunication et de contrôle des avions agresseurs. Le système R-330ZH est conçu pour la détection, l'analyse, la radiogoniométrie et le brouillage des systèmes de satellites et de téléphones cellulaires fonctionnant entre 100 et 2 000 MHz. Selon les experts militaires, le système *Krasuha-4* est également conçu pour faire face aux avions et aux drones de l'ennemi. Par ailleurs, ces systèmes de guerre électronique sont susceptibles de créer un dôme protecteur au-dessus des rives syriennes dans un rayon d'une centaine de kilomètres. Seule l'armée russe dispose d'un tel système électronique d'une aussi haute performance.

(Press TV, le 25-09-2018)

Création d'une unité de combat de « DroneBots » dans l'armée de terre sud-coréenne...

Désormais, les soldats sud-coréens ont pour frères d'armes des robots volants. Une cérémonie de création d'un régiment baptisé du nom de « troupe chargée de l'informatique à terre » qui abrite une unité de combat de « DroneBots » a eu lieu aujourd'hui au commandement de la 3e Armée de terre situé dans la province de Gyeonggi qui entoure Séoul. L'unité en question est composée de différents robots drones chargés respectivement de surveillance, d'attaque, de guerre électronique ainsi que de « DroneBots » multifonctionnels. Le commandant du régiment, le colonel Kim Yong-gyun, a exprimé son souhait de faire de cette première unité de « DroneBots » une plateforme pour la formation des militaires capables de manier des technologies de pointe.

(KBS World Radio, le 28-09-2018)

Une cellule terroriste démantelée par les gardes-frontières dans le nord-est de l'Iran...

Le général Machallah Jan Nessar a déclaré que les gardes-frontières de la province du Khorassan, au nord-est de l'Iran, ont réussi à découvrir un dépôt d'armes et à démanteler un réseau terroriste. « Après avoir été informé des agissements suspects aux frontières du nord-est du pays, les gardes-frontières sont passés à l'acte et ont réussi à arrêter les membres d'un groupe terroriste. Ils ont empêché ainsi un transfert d'armes et de munitions dans la région, destiné à la réalisation d'une opération terroriste contre une procession commémorant la mort en martyr de l'imam Hossein dans les mois de Mouharram et de Safar » a-t-il précisé, ajoutant que les forces iraniennes avaient saisi une grande quantité de munitions et d'explosifs. « Des fouilles ont eu lieu sur l'axe reliant les villes de Machhad à Nichapour. Plusieurs suspects ont été interpellés » a ajouté le général Jan Nessar.

(Press TV, le 27-09-2018)

Au Mali, au moins douze morts après une attaque menée par des membres présumés de l'État islamique au grand Sahel...

Au Mali, une attaque terroriste a fait douze morts, tous des civils, à Mopti. Les assaillants ont attaqué des cars de transport et en ont incendié deux. Auparavant, un soldat malien avait été tué dans une foire hebdomadaire, toujours dans la région de Mopti. Ménaka n'est pas à l'abri des attaques terroristes. Hier vers 9 heures, deux campements d'Ibogolitanes ont été attaqués par des hommes armés, des présumés membres de l'État islamique au grand Sahel. Ils étaient à bord de plusieurs motos, à Inekar, à environ 45 kilomètres à l'ouest de Ménaka. Le bilan provisoire fait état de douze civils tués. À Mopti, il y a eu une attaque d'hommes armés contre un convoi des forces maliennes escortant des bus de transport. C'était à environ 10 kilomètres de Boni. Une partie de l'escorte est même retournée sur Boni et les assaillants, selon les rescapés, auraient incendié deux bus. Dans la région de Tombouctou, des forains de retour de la foire de Diré ont été braqués par des bandits armés entre Diré et Goundam. Avant tout cela, les forces maliennes ont arrêté plusieurs civils après qu'un individu armé non identifié a tiré mortellement sur un militaire en pleine foire hebdomadaire à Dioura, située à 60 kilomètres au nord de Tenenkou.

(La voix de l'Amérique, le 26-09-2018)

Trois hommes enlevés par des djihadistes présumés dans le nord-ouest du Burkina Faso...

Au Burkina Faso, trois hommes - un Indien, un Sud-Africain et un Burkinabé - travaillant dans la mine d'or d'Inata, dans le nord-ouest, ont été enlevés par des hommes armés dimanche alors qu'ils tentaient de rallier la ville de Jibo, a appris l'AFP de sources concordantes. Leur véhicule a été retrouvé sur l'axe Inata-Djibo par une patrouille de la gendarmerie qui a essuyé des tirs ennemis, selon une des sources. Aucun bilan de cet accrochage pour le moment. Les ravisseurs qui se sont dirigés vers la frontière avec le Mali sont probablement des membres des groupes djihadistes qui sévissent dans la région, a indiqué une source sécuritaire à Ouagadougou.

(La voix de l'Amérique, le 24-09-2018)

Une vingtaine de terroristes présumés abattus par les FDS dans le nord du Burkina Faso...

Au Burkina Faso, un des correspondants de *La voix de l'Amérique* a signalé hier qu'une vingtaine de terroristes ont été abattus lundi à Pétégoli par les Forces de défense et de sécurité, les FDS, en opération de ratissage dans la zone. Neuf autres terroristes ont été également tués à Inata, ajoute-t-il en se basant sur une information de la chaîne nationale RTB qui cite une source sécuritaire.

(La voix de l'Amérique, le 26-09-2018)

Huit militaires tués par l'explosion d'une mine artisanale, dans le nord-ouest du Burkina Faso...

L'instabilité au Nord Mali se répercute sur les pays voisins comme c'est le cas du Burkina Faso. Le pays et sa région nord-ouest ont essuyé un nouvel acte de terrorisme hier, le deuxième en cinq jours. Huit soldats burkinabés sont morts dans l'explosion d'une mine artisanale. Un véhicule d'un convoi militaire en mission de ravitaillement a sauté sur un engin explosif près de Baraboulé, dans la province du Soum. Au total huit soldats ont été tués et d'autres blessés, selon un bilan officiel. Les attaques contre les forces de défense et de sécurité burkinabées se sont intensifiées ces dernières semaines dans la zone. Dimanche, trois employés de la mine d'or d'Inata, dont deux expatriés, ont été enlevés à quelques kilomètres de là. Peu de temps après, ce sont trois gendarmes d'une patrouille lancée à leur recherche qui ont trouvé la mort après des échanges de tirs avec des individus armés. Selon une

source sécuritaire, les ravisseurs feraient parties de groupes djihadistes qui sévissent dans la région et se seraient dirigés vers la frontière malienne. Le nord du Burkina Faso est la cible d'attaques djihadistes depuis 2015. Ces derniers mois, la situation sécuritaire s'est également dégradée dans l'est où des cellules terroristes se seraient implantées, selon certains experts.
(*Médi-1, le 27-09-2018*)

Dans l'est de la RDC, un camp militaire attaqué par des rebelles islamistes ougandais des ADF...

En République démocratique du Congo, la société civile de Beni a appelé à une journée sans activités ce lundi après le massacre samedi d'au moins dix-huit personnes dans cet ville du Nord Kivu, dans l'est du pays. Ces tueries ont été imputées aux rebelles islamistes ougandais des ADF. Dès 18 heures jusqu'aux environ de minuit samedi, des détonations d'armes lourdes et légères étaient entendues, selon les témoignages recoupés par *VOA Afrique*, dans la ville de Beni. L'attaque visait un camp militaire se trouvant dans le quartier Païda à l'est de la ville. Dans ces échanges de tirs d'environ six heures, l'armée congolaise mentionne un bilan d'au moins dix-huit personnes tuées, parmi lesquelles quatre militaires, et huit blessés qui reçoivent des soins à l'hôpital de Beni. Le bilan serait encore plus lourd selon la société civile locale qui signale aussi des personnes disparues. Dans la foulée, plusieurs dégâts matériels sont aussi signalés, des maisons incendiées, véhicules et motocyclettes calcinés par les assaillants avant de se volatiliser dans la nature.

(*La voix de l'Amérique, le 24-09-2018*)

Les rebelles islamistes ougandais des ADF multiplient les attaques en République démocratique du Congo...

Quatre maisons ont été incendiées, des chèvres et des poules volées lors de cet assaut deux jours après le massacre d'une vingtaine de personnes à Beni, à 30 kilomètres plus au sud, attribué par les autorités au terrorisme des ADF. « La situation est paralysée à Oicha » a indiqué mardi un responsable administratif local, Donat Kibwana. La plupart des commerces et les écoles sont fermés. Ces nouvelles attaques de samedi et lundi suscitent la colère des habitants dans la région de Beni, Nord Kivu, où des centaines de civils ont été tués depuis octobre 2014 dans des massacres attribués aux ADF. Lundi, les organisations de la société civile de Beni avaient décidé d'observer une grève générale « ville morte » jusqu'à vendredi. Des habitants dénoncent l'impuissance de l'armée congolaise et des Casques bleus de la Mission des Nations unies au Congo (MONUSCO), massivement présents dans la région. « Pour autant qu'il y a encore des morts, pour autant qu'on n'a pas encore réussi à stopper les massacres, nous ne pouvons pas nous glorifier pour le travail qui est fait. Nous devons interroger nos méthodes, nous devons peaufiner nos stratégies » a reconnu le gouverneur du Nord Kivu Julien Paluku sur la radio onusienne *Okapi*. « L'action menée par nos forces et par les forces congolaises a permis d'éviter sans doute des drames plus importants à l'occasion » s'est défendu le commandant adjoint de la force onusienne, le général Bernard Commins, au sujet de l'attaque de Beni samedi soir où les assaillants sont arrivés tout près du centre-ville. Mystérieuse nébuleuse, les ADF sont tenues responsables du massacre de plus de 700 civils à Beni et sa région depuis octobre 2014, en plus de la mort de 15 Casques bleus tanzaniens en décembre. Il s'agit historiquement d'un groupe ougandais musulman qui s'est replié en 1995 dans l'est du Congo pour combattre le président ougandais Yoweri Museveni. Après chaque attaque, il n'affiche ni leader ni revendication. Son affiliation à l'islamisme radical n'a jamais été établie.

(*Africa N°1, le 25-09-2018*)

Une base de l'armée nigériane attaquée par des membres de la faction de Boko Haram affiliée à l'État islamique...

Des dizaines de combattants de la faction affiliée au groupe État Islamique ont attaqué dimanche une base dans le village de Kekeno, près de la ville-garnison de Monguno, dans l'État du Borno. Selon un officier basé à Maïduguri, la capitale du Borno, les insurgés étaient équipés de canons anti-aériens et de lance-roquettes. « Ils ont toutefois échoué à franchir les tranchées entourant la base » a-t-il ajouté. « Boko Haram a rencontré une forte résistance, il s'en est suivi une bataille qui a duré des heures » a-t-il déclaré. Les habitants de la zone n'ont pu rejoindre Maïduguri que mardi, les militaires ayant fermé la route principale pendant 24 heures pour poursuivre les rebelles. « Boko Haram a attaqué dimanche vers 17h45 (16h45 GMT). Ils sont arrivés à bord de plusieurs camions et à moto » a déclaré un chauffeur de bus, Sani Madaye, qui se reposait avec d'autres chauffeurs près de la base militaire au moment de l'attaque. « Les hommes armés ont utilisé un troupeau de bœufs comme couverture pour

attaquer la base, mais ils ont été détectés dans les buissons à proximité de leur cible » a-t-il raconté. « Un camion transportant des combattants a tenté de forcer le passage, mais le chauffeur a été abattu et le camion a fait une sortie de route » a ajouté Abdullahi, un autre témoin ayant refusé de donner son nom de famille, précisant avoir ensuite entendu des échanges de tirs intenses pendant environ une heure. Des renforts de troupes ont été envoyés depuis Monguno, à 8 kilomètres, ainsi qu'un avion de chasse, obligeant les djihadistes à battre en retraite. Le chauffeur Sani Madaye a affirmé qu'aucun soldat n'avait été touché et que le bilan côté insurgés n'était pas établi, mais qu'il avait vu des taches de sang partout au petit matin. Cet assaut s'est produit après une série d'attaques visant des bases militaires dans le nord du Borno, bien que les responsables militaires nigériens nient essayer de lourdes pertes dans les rangs de l'armée. Les autorités continuent à affirmer que le groupe djihadiste, dont l'insurrection a fait plus de 27 000 morts depuis 2009 dans le nord-est du pays, est sur le point d'être éliminé, malgré les violences incessantes.
(Africa N°1, le 25-09-2018)

Nouvelle attaque d'une base militaire par des membres présumés de Boko Haram, dans le nord-est du Nigeria...

L'armée nigérienne a repoussé une nouvelle attaque du groupe djihadiste Boko Haram contre une base militaire dans le nord-est du Nigeria, a-t-on appris auprès de l'armée et de sources sécuritaires jeudi. L'attaque menée mercredi dans la ville de Gashigar, dans le district de Mobbar, État du Borno, a été attribuée à la faction de Boko Haram affiliée au groupe État islamique. Cette attaque est la dernière d'une série visant des bases militaires dans le nord-est du Nigeria, qui soulèvent de nombreuses questions sur la réelle capacité de nuisance du groupe, malgré les déclarations officielles selon lesquelles Boko Haram est en passe d'être vaincu. L'armée nigérienne a confirmé l'information sur son compte *Twitter* mercredi soir. « Les terroristes de Boko Haram ont eu leur Waterloo ce soir lorsqu'ils ont tenté d'infiltrer les positions du bataillon 145 à Gashigar » a-t-elle affirmé. « Nos soldats les ont mis en déroute et ils ont fui dans la confusion grâce à la puissance de feu supérieure de nos vaillantes troupes » a-t-elle ajouté. Aucun bilan n'a été communiqué concernant les assaillants ou l'armée. « Les terroristes sont arrivés à bord de neuf camions équipés de canons anti-aériens et ont tenté de pénétrer dans la base » a affirmé à l'AFP une source militaire basée dans la capitale du Borno, Maïduguri. « Les soldats ont engagé un combat difficile et les ont empêché d'entrer » a-t-il dit, ajoutant que les insurgés avaient battu en retraite à l'arrivée de renforts aériens. Au total, au moins neuf bases militaires ont été attaquées depuis le mois de juillet, principalement dans le nord de l'État du Borno, près du lac Tchad. Dans un autre affrontement mercredi, des djihadistes ont tendu une embuscade à un convoi civil escorté par l'armée entre Maïduguri et la ville de Dikwa, à 90 kilomètres. Le convoi a essuyé des tirs au niveau du village de Kaltaram, vers 13H00 locales (12h00 GMT), auxquels les soldats ont riposté avant de repousser les assaillants. Selon un membre d'une milice combattant Boko Haram, Umar Ari, huit personnes ont été blessées dans l'embuscade, qui n'a toutefois fait aucun mort.
(Africa N°1, le 27-09-2018)

Au moins six morts après une attaque de Boko Haram contre deux localités tchadiennes...

Six personnes, dont deux militaires, ont été tuées dans la nuit de vendredi à samedi dans une attaque sur les rives tchadiennes du lac Tchad du groupe islamiste Boko Haram, qui a perdu dix-sept djihadistes abattus par l'armée, a-t-on appris samedi de sources sécuritaire et militaire. « Deux militaires, trois agents des Eaux et forêts et un douanier ont trouvé la mort dans une attaque, dans la nuit de vendredi à samedi, des localités tchadiennes de Moussarom et Ngueleya, situées sur le lac Tchad, à quelques dizaines de kilomètres au sud de la ville de Baga Sola » a indiqué une source sécuritaire à l'AFP. « Après leur attaque les assaillants se sont repliés » a précisé cette source. « Dix-sept éléments de Boko Haram ont été tués » a indiqué samedi le porte-parole de l'armée tchadienne, le colonel Azem, qui ne reconnaît que trois autres morts, un militaire, un agent des Eaux et forêts et un civil, dans l'attaque.
(Africa N°1, le 29-09-2018)

En Mauritanie, fermeture d'un centre d'enseignement théologique accusé d'être proche des Frères musulmans...

Les autorités mauritaniennes ont fermé lundi soir un centre d'enseignement théologique accusé par le gouvernement de dispenser un enseignement islamiste extrémiste en relation avec le mouvement des Frères musulmans, a appris mardi l'AFP de source de sécurité. Cette mesure intervient après la mise

en garde lancée la semaine dernière par le président mauritanien Mohamed Ould Abdel Aziz contre l'islam politique, alors que le parti islamiste Tewassoul a confirmé son statut de principale force d'opposition aux élections législatives et locales, largement remportées par le parti au pouvoir. « Le centre de formation des oulémas a été fermé hier soir par la police sur ordre du gouvernement qui l'accuse d'extrémisme » a indiqué cette source à l'AFP, affirmant que ce centre dispense un enseignement islamiste extrémiste. Le centre, qui fonctionne à Nouakchott depuis plusieurs années, a été créé par l'érudit Mohamed Elhacen Ould Dedaw qu'on dit généralement proche des Frères musulmans, sinon leur principal théoricien dans le pays. Il forme des étudiants de haut niveau dont des ressortissants de pays étrangers, notamment ouest-africains. « Il n'est pas normal qu'un seul parti utilise et s'accapare l'islam, ce n'est pas acceptable et ce ne sera plus accepté dans l'avenir » a déclaré M. Ould Abdel Aziz le 20 septembre, affirmant que des mesures seront prises le moment venu. « L'islam politique est dangereux » a ajouté le chef de l'État, estimant que cette idéologie a détruit des nations entières. Lors de son prêche du vendredi dans sa mosquée de Nouakchott, M. Ould Dedaw lui avait répondu indirectement le lendemain, affirmant que les pays arabes ont été détruits par le despotisme et l'injustice, principaux vecteurs de déstabilisation des nations touchées par le Printemps arabe.

(Africa N°1, le 26-09-2018)

En Mauritanie, l'agrément de l'université privée Ibn Yacine retiré par les autorités...

En Mauritanie, les autorités ont retiré l'agrément à l'université privée Ibn Yacine proche des islamistes, après avoir fermé lundi un centre d'enseignement théologique qui lui est lié, a indiqué jeudi un porte-parole du gouvernement. Le conseil scientifique de l'université Ibn Yacine est présidé par l'érudit Mohamed Elhacen Ould Dedaw qui serait proche des Frères musulmans, sinon leur principal théoricien dans le pays. La semaine dernière le président Mohamed Ould Abdel Aziz avait lancé une mise en garde contre l'islam politique.

(La voix de l'Amérique, le 28-09-2018)

Au Cameroun, une prison du nord-ouest anglophone attaquée par des inconnus armés...

Au moins 80 détenus de la prison de Wum, dans le nord-ouest anglophone, se sont évadés dans la nuit de mardi à mercredi après une attaque d'hommes armés non identifiés, a annoncé à l'AFP une source proche des services locaux de sécurité. « Il y avait une centaine de personnes dans la prison et au moins 80 sont partis » a-t-on précisé de source proche des forces de l'ordre de Wum, à plus de 70 km au nord de Bamenda, chef-lieu du nord-ouest. « Dans la nuit de mardi à mercredi, des hommes armés ont profité de l'obscurité pour attaquer la prison. Ces personnes sont passées par le mur arrière de l'établissement, opposé au mirador. Ils ont fait usage d'une échelle avant d'accéder à l'intérieur, et ont défoncé les portes des cellules de prisonniers qu'ils ont libérés » selon la même source. La prison de Wum n'est pas un établissement de haute sécurité. Un habitant de la localité a indiqué aux médias locaux que des coups de feu avaient été entendus durant l'attaque. Les deux régions anglophones, le nord-ouest et le sud-ouest, sont en proie à un conflit qui oppose les forces de l'ordre à des séparatistes anglophones armés qui se réclament d'un État indépendant, l'Ambazonie. Ces derniers ont annoncé que l'élection présidentielle du 7 octobre n'aurait pas lieu en zone anglophone. Yaoundé assure le contraire. Elections Cameroon (ElecCam), l'organe chargé de l'organisation de l'élection, a annoncé que dans ces régions, plusieurs bureaux de vote allaient être délocalisés en raison de la sécurité. Selon le centre d'analyses International Crisis Group (ICG), 170 membres des forces de sécurité et au moins 400 civils ont été tués dans le conflit. Aucun bilan fiable du côté séparatiste n'est disponible.

(Africa N°1, le 27-09-2018)

Un groupe de jeunes musulmans continue de semer la terreur dans le nord du Mozambique...

Des dizaines de personnes ont attaqué jeudi un commissariat du nord du Mozambique pour exiger de la police qu'elle leur livre un des djihadistes présumés qui sème la terreur dans la région, accusant les autorités de ne pas assurer leur protection. « Vers 10 heures ce matin, un groupe de jeunes a marché sur le poste de police à Macomia pour exiger qu'on leur remette un homme soupçonné d'avoir tué et décapité un villageois » a raconté sous couvert de l'anonymat à l'AFP un témoin. « Les forces de l'ordre ont dû tirer en l'air pour disperser la population en colère » a-t-il ajouté. Depuis plusieurs mois, les villages de la province du Cabo Delgado sont la cible des attaques meurtrières d'un groupe de jeunes musulmans radicaux hostiles au gouvernement qui a déjà tué plus d'une cinquantaine de civils. L'armée et la police ont procédé à de nombreuses arrestations et déployé d'importants renforts dans la

région, proche de la frontière tanzanienne, sans parvenir toutefois à enrayer ces raids. « La population n'a plus confiance en la police. La police et l'armée échouent à assurer sa protection, alors les gens veulent rendre la justice eux-mêmes » a expliqué un autre habitant joint au téléphone depuis la capitale, Maputo. « La police et l'armée sont là mais les assaillants continuent à envahir nos villages et à commettre des atrocités mais personne n'est arrêté » a-t-il regretté. « Nous sommes déterminés à neutraliser les groupes malfaisants qui essaient de troubler l'ordre et la tranquillité de certains districts de la province du Cabo Delgado » a répété mercredi le président mozambicain Filipe Nyusi devant l'Assemblée générale des Nations unies à New York. « Nous comptons sur la coopération de tous » a-t-il poursuivi en mettant en garde contre les risques de propagation de ces attaques aux pays voisins. Cette rébellion inquiète les autorités de Maputo et de grands groupes pétroliers tels que Exxon, Anadarko et ENI, qui ont commencé à installer leurs infrastructures pour y exploiter des gisements de gaz off-shore très prometteurs.
(Africa N°1, le 28-09-2018)

Aux Pays-Bas, un attentat majeur aurait été déjoué, selon les autorités...

La police néerlandaise a déjoué un attentat terroriste. L'attentat devait cibler un grand événement public. Sept suspects ont été arrêtés, selon les informations livrées par le parquet qui indique que les préparatifs de l'attentat étaient à un stade très avancé. Les enquêteurs affirment que les terroristes voulaient faire usage de ceintures d'explosifs et de fusils d'assaut. Les sept suspects planifiaient par ailleurs de faire exploser, dans un autre endroit, une voiture piégée. L'un d'entre eux aurait avoué l'intention de « tuer beaucoup de gens ».
(Deutsche Welle, le 28-09-2018)

... ACTIVITÉS DES SERVICES DE RENSEIGNEMENT ...

Selon un site britannique, un des suspects, dans l'affaire Skripal, serait un colonel des services de renseignement russes...

L'un des suspects de l'affaire Skripal serait bien un agent russe. Un site d'investigation britannique affirme qu'un des deux hommes qui se faisait passer pour un touriste dans la ville de Salisbury est en fait un colonel du renseignement russe, ce qui vient renforcer les accusations des enquêteurs britanniques pour qui la tentative d'assassinat de l'ancien espion serait bien une opération menée sur l'ordre de Moscou.
(Radio Vatican, le 27-09-2018)

Dans l'affaire de l'empoisonnement de l'ex-agent russe Sergueï Skripal et sa fille, au Royaume-Uni, le site d'investigation *Bellingcat* croit connaître la vraie identité des auteurs présumés de l'attaque au poison. Le site pointe un homme qui serait entré au Royaume-Uni sous le nom de Ruslan Boshirov, mais qui en vrai s'appellerait Anatoly Chepiga. Les enquêteurs britanniques accusent un autre citoyen russe du nom d'Alexander Petrov d'avoir aussi participé à cette attaque.
(Deutsche Welle, le 27-09-2018)

Affaire Skripal : un troisième agent russe présumé aurait été identifié par les services de sécurité britanniques...

Dans l'affaire de l'attaque au poison d'un ex-agent russe en territoire britannique, il y a de nouvelles informations. Un troisième agent des services de renseignement russes soupçonné d'avoir mené une mission de reconnaissance avant l'attaque, a été identifié par la police antiterroriste, les services de sécurité britanniques. C'est ce que révèle ce matin le journal *The Telegraph*. L'homme se serait rendu à Salisbury, là où Sergueï Skripal et sa fille Ioulia ont été retrouvés inconscients sur un banc public. C'est après cette mission que deux autres de ses collègues seraient entrés en Grande-Bretagne avec le poison.
(Deutsche Welle, le 28-09-2018)

Un réseau d'espionnage travaillant au profit des services de renseignement émiratis démantelé au Yémen...

Le ministère yéménite de l'Intérieur a annoncé qu'il a réussi à identifier et neutraliser une cellule d'espionnage liée au Renseignement émirati. Les éléments espions à la solde des services de renseignement émiratis ont été neutralisés en plusieurs étapes au cours de plusieurs opérations,

indique le ministère yéménite de l'Intérieur. Ces espions étaient chargés de recueillir des informations sur les activités des ambassades arabes et étrangères, des institutions économiques, des personnalités politiques et sociales, des centres de services publics, des institutions gouvernementales, notamment le bureau présidentiel, du siège du ministère de l'Intérieur, de la compagnie pétrolière et des zones commerciales au Yémen, selon l'information. L'agence de presse yéménite *Saba* a rapporté qu'une personne appelée Abu Soheil Al-Tamarati, pilotait directement le réseau. Le ministère yéménite de l'Intérieur a ajouté que le service de renseignement des Émirats arabes unis utilise des méthodes extrêmement complexes et des outils de communication hautement confidentiels pour empêcher l'identification de ses affiliés.

(*Press TV, le 28-9-2018*)

... MILITAIRE ...

La Crimée en passe d'accueillir de grandes manœuvres militaires de l'armée russe...

Vadim Astafyev, un porte-parole du district militaire du sud de la Russie, a déclaré à l'agence *Tass* lundi que plus de 50 avions militaires, des bombardiers supersoniques de type Tupolev Tu-160, parmi d'autres, et une dizaine de navires appartenant à la Flotte de la mer Noire prendront part aux manœuvres militaires au sud de la Russie, notamment dans la péninsule de Crimée. Par ailleurs, des milliers de forces armées attachées au bataillon 4 de l'armée de l'air et des unités de la défense anti-aérienne seront présents dans ces exercices militaires, selon le responsable militaire russe. Astafyev a affirmé que lors de la première phase des exercices, l'escadron tactique d'opération d'aviation russe de la ville de Rostov, à l'ouest de la Russie, serait implanté dans la péninsule de Crimée. Il participera, aux côtés des forces des unités de la défense anti-aérienne et des navires de la Flotte de la mer Noire, aux différentes manœuvres militaires et aux opérations de combat face à un ennemi fictif.

(*Press TV, le 24-09-2018*)

La suspension des exercices américano-sud-coréens aurait affaibli la posture militaire américaine...

Aux États-Unis, le Sénat a auditionné hier Robert Abrams, désigné comme prochain commandant des forces américaines en Corée du Sud. En répondant aux questions des membres de sa commission des forces armées, le général a affirmé croire que la suspension des exercices militaires américano-sud-coréens avait légèrement affaibli leur posture militaire. Il a aussi estimé que l'arrêt de ces manœuvres représentait un « risque prudent » décidé dans le processus de changement des relations avec la Corée du Nord. Le possible successeur de Vincent Brooks a averti en même temps que l'éventuel retrait des soldats US de Corée du Sud pourrait entraîner un grave risque de stratégie.

(*KBS World Radio, le 26-09-2018*)

La Chine refuse l'escale à Hong Kong d'un bâtiment de guerre américain...

La Chine a rejeté une demande de visite d'un navire de guerre américain à Hong Kong, a déclaré mardi le consulat des États-Unis dans la ville chinoise, alors que les tensions commerciales entre Pékin et Washington sont en hausse. Le refus fait suite à l'imposition de tarifs commerciaux et à de sanctions américaines contre le ministère chinois de la Défense en raison de l'achat d'armes russes. Le gouvernement chinois n'a pas approuvé la demande de visite du port de Hong Kong par l'*USS Wasp*. « Nous avons une longue expérience des visites portuaires à Hong Kong et nous nous attendons à ce que cela continue » a déclaré le consulat américain. Le navire d'assaut amphibie devait s'arrêter à Hong Kong le mois prochain, a rapporté mardi le *Wall Street Journal*, citant des responsables militaires américains non identifiés. Le ministère chinois des Affaires étrangères n'a pas souhaité commenter son refus, déclarant seulement que la Chine approuvait les visites portuaires au cas par cas. Le navire fait partie d'un groupe basé à Sasebo au Japon et opérant dans la région indo-pacifique.

(*Press TV, le 26-09-2018*)

Manœuvres militaires conjointes en mer de Chine orientale pour les FAD japonaises et les forces aériennes américaines...

Le ministère japonais de la Défense a annoncé que les Forces aériennes d'autodéfense avaient mené des manœuvres conjointes avec les forces aériennes des États-Unis ce jeudi au-dessus de la mer de Chine orientale et de la mer du Japon. Selon le communiqué publié ce vendredi, seize avions de combat japonais, pour la plupart des F-15, étaient aux côtés d'un bombardier B-52 états-unien pour cet

exercice. Le ministre de la Défense, Itsunori Onodera, a déclaré à la presse que la manœuvre était destinée à renforcer les capacités de dissuasion et de réponse au sein de l'alliance nippo-états-unienne. Il a ajouté que le renforcement de la coopération entre le Japon et les États-Unis était un moyen efficace de démontrer la détermination et les capacités de pointe du Japon pour stabiliser la région à un moment où l'environnement sécuritaire est de plus en plus menaçant. Des exercices aériens semblables au-dessus de la mer de Chine orientale ont déjà eu lieu auparavant, mais c'est la première fois que le ministère de la Défense communique à ce sujet. Selon les observateurs, il s'agirait de signifier la détermination du Japon à la Chine, qui a augmenté ses activités dans la zone.
(Radio Japon international, le 28-09-2018)

... L'ACTUALITÉ DES MARCHANDS D'ARMES ...

Le gouvernement américain approuve une importante vente d'armes à Taïwan...

Le palais présidentiel a exprimé sa gratitude aux États-Unis après que la vente d'armes a été autorisée hier, 24 septembre, par le gouvernement américain. Le ministère des Affaires étrangères taïwanais a également réagi positivement et s'est félicité que par cette vente d'armes défensives, les États-Unis honorent leurs promesses inscrites dans le Taïwan Relations Act et dans les « six garanties ». Ce sont 330 millions de dollars américains de ventes qui ont ainsi été autorisées. La décision, qui devrait prendre effet dans un mois si le Congrès ne s'y oppose pas, comprend des pièces détachées et des pièces de rechange pour les avions de chasse et de transport F-16, C-130, F-5 et IDF. Un plan de suivi de la commande et de planification des livraisons, ainsi qu'un détail du budget devraient bientôt être signés entre le ministère de la Défense taïwanais et la branche aérienne de l'armée américaine.

(Radio Taïwan international, le 26-09-2018)



Renseignor est une lettre hebdomadaire publiée par Isabel Intelligence

www.isabel-intelligence.org

en partenariat avec le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R)

www.cf2r.org

Directeur de la publication, directeur de la rédaction : Alain Charret – direction@renseignor.com

Comité de rédaction : Julia Charret, Eric Denécé, Yves-Marie Peyry – redaction@renseignor.com



Créé en 2000, le Centre Français de Recherche sur le Renseignement (CF2R) est un Think Tank indépendant qui a pour objectifs :

- Le développement de la recherche académique et des publications consacrées au renseignement et à la sécurité internationale.
- L'apport d'expertise aux parties prenantes, aux politiques (décideurs, administration, parlementaires, médias, etc.).
- La démystification du renseignement et l'explication de son rôle auprès du grand public.

Centre Français de Recherche sur le Renseignement
148 rue de l'Université – 75007 Paris
Tel.: 01 78 42 26 67

<http://twitter.com/renseignor>

